



Comprehensive Wealth

Le patrimoine global
au Canada en 2018 –
Mesurer ce qui
importe à long terme

Points saillants
du rapport

Préparé pour:
Ivey Foundation

Octobre 2018

Préparé par :
l'Institut international du
développement durable

 **IISD**
International Institute for
Sustainable Development

L'avenir inquiète les Canadiens et les Canadiennes, à juste titre

La population canadienne jouit d'un degré de bien-être que lui envie la plus grande partie du monde. Cependant, ce bien-être est-il durable? Nos enfants et petits-enfants auront-ils une aussi belle vie que le nôtre?

Pour la plupart des Canadiens et Canadiennes, la réponse est non. Un sondage réalisé en 2018 par Environics révèle que près de la moitié (48 %) d'entre eux ont avoué être fondamentalement pessimistes quant à l'avenir du monde. Un autre sondage, réalisé en 2018 par le Pew Research Center basé aux États-Unis, indique que 67 % des Canadiens et Canadiennes interrogés ont dit penser que la situation financière de leurs enfants sera pire que la leur¹.

Les indicateurs à court terme tels que le produit intérieur brut (PIB) ne suffisent pas pour mesurer la durabilité. C'est un fait reconnu par les dirigeants du G7 dans un communiqué publié à l'issue de leur sommet de 2018 dans la région de Charlevoix, au Québec. Les chefs d'État des plus grandes puissances économiques mondiales ont déclaré que les pays doivent commencer à compiler des mesures axées sur la prospérité et le bien-être à long terme.

Le PIB mesure le revenu aujourd'hui. Cependant, c'est la richesse à long terme qui importe, car c'est elle le fondement du revenu futur. Plus précisément, le capital produit, naturel, humain, financier et social d'un pays détermine ses perspectives d'avenir.

Ensemble, ces cinq formes de capital constituent ce qui est connu comme le portefeuille de patrimoine global (Encadré 1). Le patrimoine global est ce qui soutient la production de tous les produits et services nécessaires pour étayer le bien-être, tant ceux qui sont commercialisés que les autres. Pour que ce dernier soit viable, le patrimoine global doit être stable ou croître au fil du temps par habitant, faute de quoi, le pays gruge sa base productive en utilisant son legs plutôt qu'en bâtissant pour son avenir.

Encadré 1. Les composantes du portefeuille de patrimoine global

Cinq éléments forment le patrimoine global :

- Le *capital produit* est constitué par les bâtiments, les machines et les infrastructures possédés par les foyers, les entreprises et les gouvernements.
- Le *capital naturel* comprend les forêts, les lacs, les minéraux, les combustibles fossiles, les terres et autres éléments qui forment le milieu naturel.
- Le *capital humain* est la valeur des compétences et connaissances regroupées dans les personnes qui forment la population active et représentée par les possibilités de gain pendant la vie.
- Le *capital financier* comprend les actions, obligations, dépôts bancaires et autres actifs financiers détenus par les ménages, les entreprises et les gouvernements.
- Le *capital social* mesure le degré de participation civique et de confiance ou de coopération au sein de la société.

¹ Environics Institute for Survey Research, Canada's World Survey 2018: Final Report et Pew Research Center, A Decade After the Financial Crisis, Economic Confidence Rebounds in Many Countries (rapports disponibles uniquement en anglais).

Le présent rapport fournit l'analyse la plus complète du patrimoine global jamais entreprise au Canada et l'une des seules analyses de ce genre au monde. Se fondant sur des données fournies par Statistique Canada et par d'autres sources fiables, l'Institut international du développement durable s'est penché sur l'évolution du patrimoine global entre 1980 et 2015. Nos conclusions suggèrent que les inquiétudes des Canadiennes et des Canadiens quant à l'avenir sont justifiées. Malgré une solide croissance du PIB depuis 1980, ses assises, soit le patrimoine global du Canada, se sont développées à un rythme considérablement plus lent et montrent de réels signes de fragilité.

Nos observations

Dans l'ensemble, notre analyse met en lumière quatre principaux secteurs préoccupants du portefeuille de patrimoine global du Canada, chacun constituant une menace pour la prospérité et le bien-être à long terme.

1. On constate une *Croissance lente* du portefeuille de patrimoine global du Canada², particulièrement par rapport à celle d'autres grandes puissances. La valeur du portefeuille de patrimoine global du Canada est passée de 647 000 \$ par habitant³ en 1980 à 701 000 \$ en 2015, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,23 % (Figure 1). En revanche, sur la même période, le taux d'augmentation annuel moyen du PIB était de 1,31 %. En d'autres termes, le PIB a augmenté cinq fois plus rapidement que le patrimoine global sur lequel il repose. Envisagé sous l'angle du patrimoine global, le développement du Canada a donc été considérablement moins impressionnant que ne le suggère le PIB pris par lui-même. Qui plus est, selon l'ONU, au cours des récentes décennies, le rendement du patrimoine global du Canada s'est situé au dernier rang des pays du G7 (Encadré 2).

Encadré 2. Le rendement du patrimoine global du Canada est faible par rapport à celui de ses pairs

Le Canada a la chance d'être riche par rapport à ses pairs. Dans une étude mondiale sur le patrimoine global réalisée en 2018 (fondée sur des méthodes correspondant dans leur ensemble à celles utilisées dans notre étude), l'ONU a placé le Canada au premier rang des nations du G7 en ce qui concerne le niveau du patrimoine global par habitant. Cette position en tête de liste reposait largement sur ses réserves de capital naturel, un avantage qui place clairement le pays en position de force par rapport à ses pairs. C'est avec presque quatre fois plus de capital naturel que le Canada devançait le prochain pays du G7 (les États-Unis) en 2014.

Par ailleurs, et en accord avec les conclusions de la présente étude, l'ONU a placé le Canada au *dernier* rang des nations du G7 en ce qui concerne *la croissance* du patrimoine global. Selon ses estimations, le patrimoine global du Canada a, en fait, diminué entre 1990 et 2014 (en moyenne de 0,25 % par an), alors que celui de chacune des autres nations membres du G7 a considérablement augmenté (Tableau 1).

Il est manifeste que les autres pays veillent de façon plus diligente que le Canada à la croissance de leur portefeuille de patrimoine global respectif, et réduisent ainsi leur écart avec lui. En 1990, le patrimoine global moyen dans les autres pays du G7 atteignait 53 % de celui du Canada. En 2014, il était monté à 74 %. Eu égard aux taux de croissance actuels, les conclusions de l'ONU suggèrent que le Canada cédera sa première place au Japon en 2024 et régressera à la cinquième place en moins d'une génération (2039).

² L'indice de patrimoine global est la mesure la plus exhaustive du patrimoine pouvant être élaborée au Canada de nos jours. Cependant, en raison des limites imposées par les données, il a été impossible d'inclure le capital social et certains éléments du capital naturel dans notre évaluation globale du patrimoine global. Ils sont néanmoins évalués ici, mais au moyen d'indicateurs non monétaires.

³ Sauf indication contraire, tous les chiffres figurant dans ce rapport sont indiqués en termes réels (c'est-à-dire, compte tenu de l'inflation) par habitant au moyen de dollars de 2007 enchaînés à titre d'unité de mesure.

Encadré 2. Le rendement du patrimoine global du Canada est faible par rapport à celui de ses pairs

Tableau 1. Estimations du patrimoine global des pays du G7 publiées par les Nations Unies pour la période 1990-2014

Pays	Patrimoine global réel par habitant*						Taux de croissance annuel 1990 - 2014		
	1990	1995	2000	2005	2010	2014	Place (2014)	Pour cent	Place (2014)
Canada	348	342	343	346	351	328	1	-0.25%	7
France	161	174	186	199	213	222	5	1.35%	2
Allemagne	225	237	251	261	274	285	2	0.99%	5
Italie	147	159	171	185	195	196	7	1.21%	4
Japon	212	236	255	267	277	284	3	1.23%	3
Royaume-Uni	145	155	170	183	194	201	6	1.37%	1
États-Unis	219	225	240	257	270	276	4	0.97%	6

* Tous les chiffres sont exprimés en milliers de dollars américains constants de 2005.

Source: Managi, S. & P. Kumar, (éd.), 2018. *Inclusive Wealth Report 2018*. Londres : Routledge.

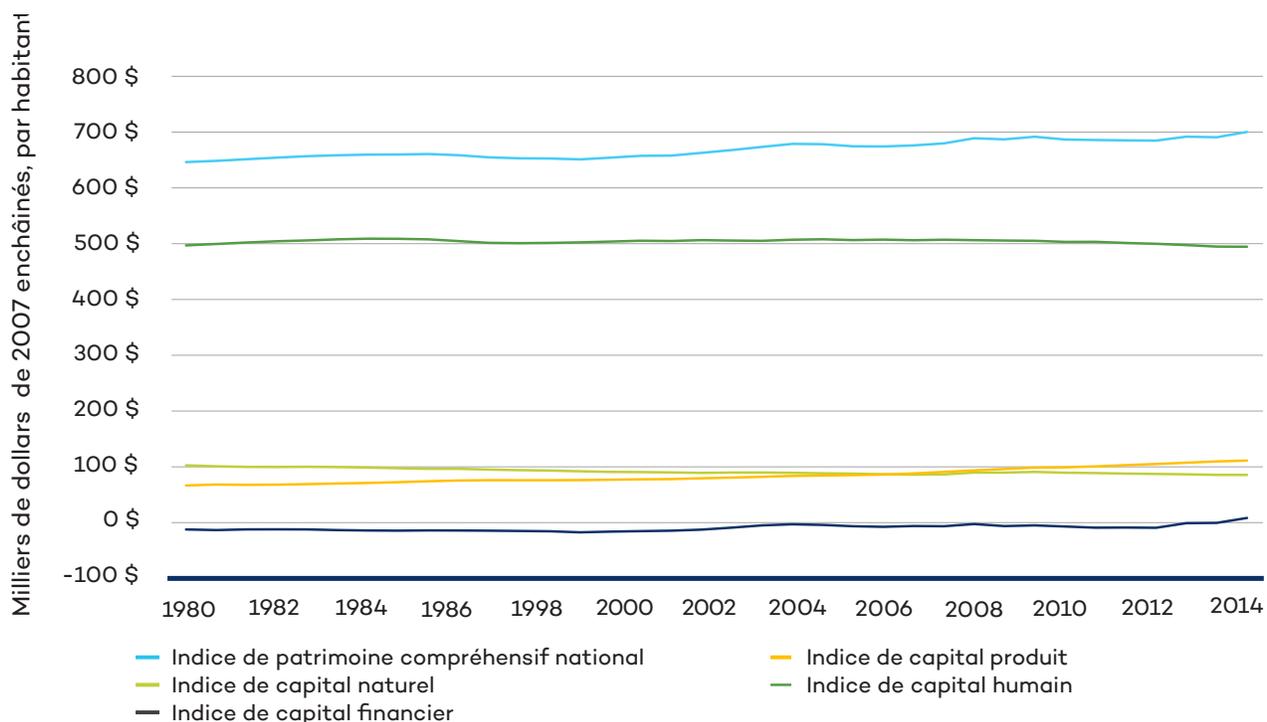


Figure 1. Évolution de l'indice du patrimoine global national et de ses composantes, Canada, 1980-2015

Source: Étude actuelle fondée sur les données provenant de Statistique Canada et d'autres sources.

2. *L'endettement des ménages canadiens a atteint un niveau sans précédent depuis 1980.* Délaissant les actifs financiers, ils ont investi davantage dans le logement, ce qui a causé une inflation des prix des logements et obligé le reste de l'économie à s'en remettre aux prêteurs étrangers pour presque trois quarts des mouvements des investissements après 2012. La dernière fois que l'économie canadienne a eu recours à des sources étrangères pour une telle portion des investissements remonte au milieu des années 1960.
3. *Les changements climatiques sont devenus une menace majeure* pour le portefeuille de patrimoine global du Canada, en particulier les chaleurs, les froids, les précipitations et les vents d'une intensité extrême. Les inondations, incendies de forêt et tornades sont de plus en plus fréquents et la gravité des dommages qu'ils causent est en hausse (Encadré 3).

Encadré 3. Les coûts des changements climatiques

Le Bureau d'assurance du Canada signale que les indemnités versées en raison de phénomènes météorologiques extrêmes ont doublé tous les cinq à dix ans depuis les années 1980. Six années consécutives de pertes d'assurance excédant 1 milliard de dollars ont été constatées de 2009 à 2014. En revanche, les pertes assurées ne s'élevaient qu'à 400 millions de dollars par an en moyenne entre 1983 et 2008, et n'ont excédé 1 milliard de dollars que pour deux années.

Avec 3,4 milliards de dollars au titre des indemnités versées pour les inondations en Alberta et à Toronto, d'une tempête de verglas dans l'Est du Canada et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, 2013 a battu tous les records, avant d'être surpassée par une seule catastrophe survenue en 2016 : l'incendie de forêt de Fort McMurray. On estime qu'il a causé des pertes de biens assurés se chiffrent à 3,58 milliards de dollars. Il s'agit, et de loin, de l'indemnisation la plus importante au titre d'une seule catastrophe naturelle au Canada, soit plus du double du chiffre attaché aux inondations survenues en Alberta en 2013 qui s'élevait à 1,74 milliard de dollars.

Depuis lors, le Québec a subi de graves inondations au printemps 2017 et d'immenses incendies de forêt ont ravagé l'intérieur de la Colombie-Britannique cet été-là. Le printemps 2018 a été marqué par une inondation sans précédent causée par la rivière Saint John au Nouveau-Brunswick et de graves inondations dans l'intérieur de la Colombie-Britannique. Le tout suivi par un deuxième été marqué par des incendies de forêt ravageurs en Colombie-Britannique plus une canicule en Ontario, au Québec (où les décès se sont comptés par dizaines) et dans la plus grande partie du pays. À l'automne 2018, des tornades sans pareil ont touché l'est de l'Ontario et l'ouest du Québec, endommageant gravement maisons et infrastructures.

* Bureau d'assurance du Canada, *Assurances de dommages au Canada*. Rapports annuels consultés à l'adresse suivante : <http://www.abc.ca/fr/ns/ressources/%C3%A9tat-de-lindustrie/publication-assurances-de-dommages-au-canada>

4. Alors qu'ils ont considérablement augmenté au cours de la période, les investissements du Canada dans le *capital produit* (par exemple les bâtiments et les machines), *se sont de plus en plus concentrés* dans seulement deux secteurs, soit le logement et les infrastructures d'extraction pétrolière et gazière. En 2015, 25 % du capital produit connexe au secteur commercial était investi dans des actifs liés à l'extraction du pétrole et du gaz, par rapport à 9 % en 1980.

Outre ces principaux secteurs causant des inquiétudes, nous avons relevé d'autres domaines faibles dans le portefeuille de patrimoine global du pays.

- L'actif du Canada à la fois le plus vaste et le plus important, son capital humain, n'a pas augmenté du tout entre 1980 et 2015. D'ailleurs, le Canadien moyen détenait légèrement moins de capital humain en 2015 (496 000 \$) qu'en 1980 (498 000 \$). On se demande donc nécessairement à quel point les effectifs canadiens sont bien armés pour faire face aux difficultés rencontrées par l'économie : faible accroissement de la productivité, besoin d'innovation et de diversification économique, protectionnisme américain, pour n'en citer que quelques-unes.
- Les actifs naturels commercialisables du Canada (minéraux, combustibles fossiles, bois d'œuvre, terres agricoles et terrains construits), qui sont depuis toujours les pierres angulaires de la richesse du pays, ont diminué de 17 % de 1980 à 2015 en raison de l'appauvrissement d'un grand nombre des ressources naturelles du pays (Figure 2).

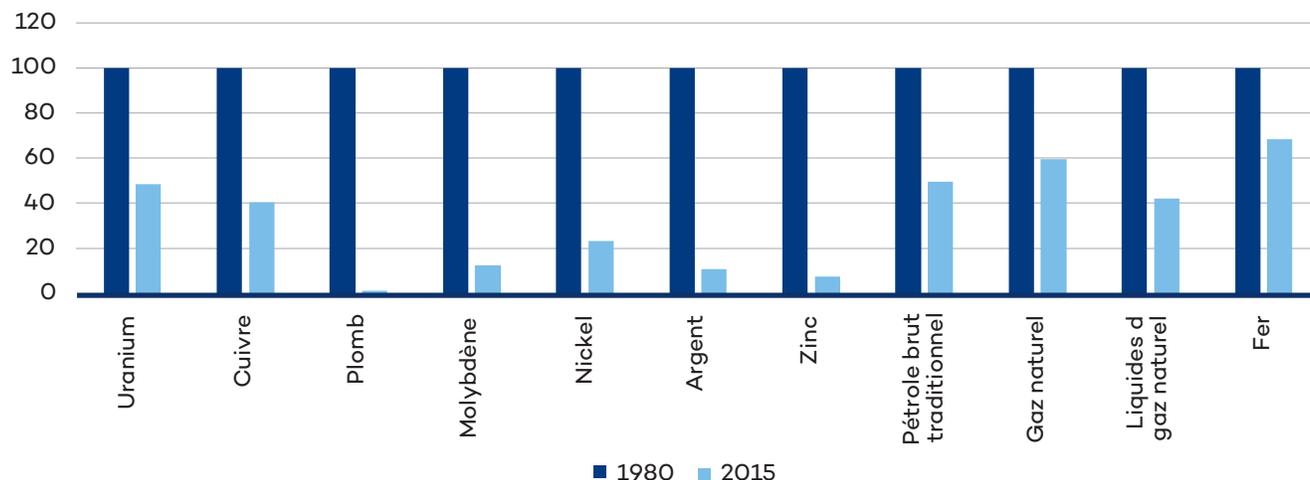


Figure 2. Indice des réserves de ressources naturelles accusant un appauvrissement, par habitant, 1980 et 2015 (1980 = 100)

- Suite à la baisse des prix du pétrole, la valeur des actifs pétroliers et gaziers canadiens a diminué de 83 % en 2015. Alors qu’il est bien connu que le prix du pétrole est volatile (et que certaines pertes ont été effacées), les tendances actuelles des marchés mondiaux de l’énergie suggèrent que les prix du pétrole vont probablement être à la baisse sur le long terme, créant le risque de perte de certains des actifs canadiens dans le secteur des sables bitumineux qui (tel qu’indiqué) représentent un quart des actifs produits par le secteur commercial.
- La surface des principaux écosystèmes canadiens, soit les forêts, les terres humides, les pâturages, les lacs et les rivières, s’est réduite (bien que modestement par rapport à leur taille) et ils ont de plus en plus subi les conséquences du développement humain.

Suivant une tendance positive, le capital financier du Canada a rapidement augmenté, plus particulièrement au cours des dernières années. Probablement pour la première fois de l’histoire, la possession d’actifs financiers étrangers par des Canadiens a excédé la possession d’actifs canadiens par des étrangers en 2015. Ces gains étaient cependant fondés sur des tendances des marchés exceptionnellement favorables, plus particulièrement sur une croissance sans précédent sur le marché boursier américain et la baisse de la valeur du dollar canadien plutôt que sur de réels investissements.

S’agissant du capital social du Canada, il semble avoir été stable au cours de la période. La diversité au sein des réseaux sociaux et la confiance dans les institutions ont augmenté régulièrement alors que le taux de participation électorale dans le contexte des élections fédérales a globalement décliné (avec une légère reprise lors des deux dernières élections). Les autres indices du capital social n’ont changé ni dans un sens ni dans l’autre au cours de la période.

Les tendances globales du portefeuille de patrimoine global du pays sont résumées dans le tableau 2. En raison de ces tendances, nous pensons que le portefeuille de patrimoine global du Canada, et le bien-être à long terme de la population canadienne, pourraient accuser d’autres pertes causées par des changements relativement mineurs des conditions économiques, environnementales ou sociales. Les plus probables, la hausse des taux d’intérêt et une accalmie du marché immobilier, dont les conséquences n’ont pas encore été déterminées, sont entrés en jeu à la fin 2017.

Tableau 2. Comparaison des éléments du patrimoine global, 1980 et 2015

Indicateur	Valeur en 1980 par habitant	Valeur en 2015 par habitant	Taux de croissance annuel 1980 - 2015
	Dollars de 2007 enchaînés		
Indice du patrimoine global national	647 000 \$	701 000 \$	0,23 %
Indice du capital produit	67 200 \$	112 000 \$	1,47 %
Indice du capital naturel commercialisable	103 000 \$	86 000 \$	-0,50 %
Indice du capital humain	496 000 \$	495 000 \$	-0,01 %
Indice du capital financier	-11 600 \$	9 000 \$	N/A
Capital naturel non commercialisable (écosystèmes)	Non disponible	Non disponible	Inconnu, mais les indicateurs non monétaires disponibles suggèrent des déclinés des principaux écosystèmes et des preuves croissantes des changements climatiques.
Social Capital	n/a	n/a	Unknown, but available non-monetary indicators suggest stability

Source : Étude actuelle fondée sur les données provenant de Statistique Canada et d'autres sources.

Comment les mesures du patrimoine global pourraient-elles aider à garantir la viabilité du bien-être?

Alors qu'il est manifeste que les Canadiens et les Canadiennes sentent intuitivement que leur bien-être à long terme est menacé, ils ne disposent pas de l'information dont ils ont besoin pour confirmer leurs inquiétudes. C'est parce que le patrimoine global n'est pas mesuré au Canada de nos jours. Statistique Canada peut fournir certains éléments, mais il n'existe aucune évaluation exhaustive, régulière et claire. En revanche, la population est régulièrement bombardée de statistiques à court terme telles que le PIB mensuel, trimestriel et annuel, et les médias scrutent ces rapports aussi fréquemment que longuement.

Nous sommes convaincus que le Canada, et tous les pays, doivent commencer à mesurer le patrimoine global pour contrebalancer la perspective du développement à court terme représentée par le PIB. Avec le patrimoine global comme angle différent sous lequel examiner les progrès, la population du Canada saurait avec certitude si son bien-être est viable et elle pourrait tenir ses dirigeants pour responsables. Tout aussi important, les décideurs disposeraient d'un nouvel outil pour guider leurs décisions et garantir que les répercussions à long terme sur le bien-être sont prises en compte au même titre que les préoccupations traditionnelles à court terme telles que la croissance du PIB. De nos jours, il existe un déséquilibre en faveur du court terme dans la prise de décision. Nous sommes convaincus qu'il est temps de rééquilibrer la balance.

Les mesures du patrimoine global, si elles étaient régulièrement disponibles au Canada, centreraient l'attention des décideurs sur les questions qui, selon nous, reçoivent moins d'attention qu'elles ne le méritent. Plus manifestement, elles mettraient en lumière les incidences des politiques et des projets sur les actifs qui composent le portefeuille de patrimoine global. En soi, cela représente une force importante. Le patrimoine, malgré son importance dans l'évaluation de la viabilité, reçoit aujourd'hui une bien moindre dose d'attention que ce n'est le cas pour le PIB et d'autres mesures à court terme.

Axée sur les actifs, dont la durée de vie est étendue, la mesure du patrimoine global attirerait l'attention sur les répercussions à long terme des politiques et des projets pouvant fréquemment être éclipsées par leurs avantages à court terme. Ainsi, les emplois peuvent être soit à court terme soit à long terme, et les répercussions de chacun

sont très différentes. La création d'emplois à court terme relativement mal payés dans le secteur de la construction, par exemple, n'est pas aussi avantageuse à long terme que la création d'emplois permanents, disons, dans le secteur de la fabrication de pointe. De même, les investissements dans des projets exigeant beaucoup de capital peuvent avoir de vastes et positives répercussions sur le PIB à court terme, mais peuvent engager l'essor économique sur une voie particulière pendant de nombreuses années sans possibilité de bifurquer. Cela pourrait être acceptable si les perspectives à long terme pour cette voie semblent bonnes, mais le sera beaucoup moins si les investissements sont effectués dans un secteur en pleine maturité qui peut s'attendre à devoir faire face aux difficultés créées par un rapide afflux de nouvelles technologies.

Le patrimoine global présente également l'avantage du cadre cohérent qu'il offre pour évaluer les diverses questions pouvant être liées aux politiques et aux projets. Des enjeux allant de la création d'emplois aux revenus tirés des ressources naturelles en passant par la santé de l'écosystème, les flux d'investissement, la dette et le développement social peuvent tous être évalués en examinant leurs incidences sur les divers éléments du portefeuille de patrimoine global.

Selon le critère de base du cadre du patrimoine global pour la prise de décision, la valeur des actifs qui constituent le portefeuille (et, par conséquent, la taille du portefeuille lui-même) doit être stable ou en hausse en chiffres par habitant pour que le développement soit durable. Utilisé dans le contexte de la prise de décision, cela signifie qu'une politique ou un projet devrait être évalué en fonction de ses effets prévus sur la valeur du portefeuille de patrimoine global. Les projets ou politiques qui maintiennent ou accroissent le patrimoine global par habitant devraient être considérés comme souhaitables alors que les autres ne devraient pas l'être⁴.

Au-delà de l'effet sur la valeur de l'actif, le recours à la perspective du patrimoine global conduit à un examen plus attentif de deux autres facettes des actifs : leur *diversité* et leur *répartition*.

La diversité d'un actif est importante pour la résilience du patrimoine et du bien-être. Tout comme les conseillers financiers recommandent aux particuliers de diversifier leur portefeuille de valeurs mobilières pour se prémunir contre l'effondrement du marché dans une partie de leur portefeuille, les nations elles aussi ont besoin de diversifier leurs avoirs. La concentration des actifs dans une catégorie de capital peut conduire à la fragilité et faire courir des risques à la durabilité.

La répartition des actifs importe pour des raisons au-delà de la diversité. Alors que la diversification est le moyen classique d'éviter d'avoir « tous vos œufs dans le même panier », la préoccupation quant à la répartition du patrimoine relève plus de la nécessité de veiller à l'égalité des débouchés économiques et sociaux pour l'ensemble des groupes ou régions.



⁴ Il n'est pas essentiel que chaque élément du portefeuille de patrimoine global soit maintenu ou accru en taille en raison d'une politique ou d'un projet pour que cette politique ou ce projet soit considéré comme souhaitable. La taille de certains actifs peut être réduite à condition que celle d'autres actifs soit accrue du même montant, au moins. Cela s'applique à tous les cas, sauf en ce qui concerne certains actifs « essentiels ». Certains actifs, tels que des écosystèmes uniques en leur genre, fournissent des produits ou des services qui ne peuvent pas être remplacés par d'autres actifs et ne peuvent être utilisés pour effectuer la compensation susmentionnée. Ces actifs « essentiels » doivent être maintenus distinctement pour garantir leur durabilité.

Le patrimoine global pourrait être le moteur de l'amélioration de la prise de décision dans des domaines clés

Ci-dessous seront présentés quelques domaines dans lesquels nous pensons que nos conclusions suggèrent qu'une attention plus soutenue apportée au long terme serait profitable et dans lesquels le recours à la perspective de patrimoine global aiderait à guider la prise de décision. Dans l'annexe, nous fournissons un exemple plus détaillé de ce que la prise de décision pourrait être si elle était éclairée par la mesure du patrimoine global en illustrant notre propos avec le projet de développement de l'extraction de chromite proposé par l'Ontario sous le nom de Cercle de feu.

Capital humain Au Canada, comme dans tous les pays développés, le capital humain est l'actif le plus important. Selon nos conclusions, il constitue quelque 80 % du patrimoine global. Pourtant, malgré son importance, le capital humain n'est pas régulièrement mesuré au Canada. Il demeure par conséquent largement invisible tant pour le public que pour les décideurs.

Tel que susmentionné, le capital humain n'a pas augmenté au Canada de 1980 à 2015. Les raisons de cette stagnation ne sont pas entièrement claires. Le vieillissement de la population a certainement joué un rôle, bien que d'autres pays dont la population est dans la même situation aient réussi à accroître leur capital humain. La tendance concernant un capital humain plus faible chez les jeunes travailleurs renforce cette inquiétude. Puisque les jeunes travailleurs finissent par remplacer les anciens, il est essentiel qu'ils possèdent un capital humain qui ne soit pas inférieur à celui de leurs prédécesseurs. Il serait bien trop facile de permettre que ce soit le cas puisque les expériences de la jeunesse ont un grand rôle à jouer dans les succès futurs. Comme l'a affirmé le gouverneur de la Banque du Canada, une longue période de chômage pour un jeune travailleur peut laisser des séquelles « à vie »⁵.

Changements climatiques Les changements climatiques constituent l'une des menaces les plus graves pour le bien-être au Canada et dans le reste du monde. Ils recèlent le potentiel de perturber presque chaque aspect de l'économie, de l'environnement et de la société. Envisagés sous l'angle du patrimoine global, les changements climatiques posent des risques particuliers pour le capital naturel, mais menacent également la valeur du capital produit, humain, financier et social. Nous appuyons par conséquent fermement les efforts actuels, tant fédéraux que provinciaux, visant à affecter un prix au carbone dans le cadre de la contribution du Canada à l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Même si la communauté mondiale atteint son objectif de Paris, le monde ne peut éviter un certain réchauffement et le sait pertinemment. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut faire plus d'efforts pour protéger le portefeuille de patrimoine global du Canada face aux pertes causées par les répercussions des changements climatiques. Les infrastructures telles que les réseaux de transports, les ports et les bâtiments doivent être conçus et construits en pensant aux inondations et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les cultures doivent être développées non pas en fonction des précipitations actuelles mais en fonction de celles de l'avenir. Les villes doivent être prêtes à faire face à des températures plus extrêmes, tant concernant la chaleur que le froid, pour protéger leurs populations vulnérables.

La mesure du patrimoine global aiderait en la matière car elle permettrait de suivre les variables connexes au climat et de révéler plus complètement les répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes sur le portefeuille de patrimoine global du Canada.

Diversification du capital naturel et produit Notre analyse révèle deux secteurs dans lesquels on a constaté une importante concentration du portefeuille de patrimoine global du Canada entre 1980 et 2015 : le capital naturel commercialisable et le capital produit. L'éventail des actifs canadiens trouvés dans le sous-sol est passé d'une

⁵ Poloz, S. (2017). *Trois choses qui m'empêchent de dormir la nuit*. Consulté à l'adresse suivante : https://www.banqueducanada.ca/2017/12/trois-choses-qui-mempêchent-de-dormir-la-nuit/?_ga=2.161878847.2016443077.1539900607-1834776599.1539900607

large gamme de minéraux et combustibles fossiles conventionnels à un éventail beaucoup plus restreint dont les principaux éléments sont les sables bitumineux et la potasse. La concentration sur seulement quelques ressources est contestable pour tout pays, mais particulièrement pour un qui, depuis toujours, a accordé une importance majeure à l'exploitation des ressources. C'est encore plus contestable étant donné les tendances actuelles des marchés mondiaux de l'énergie, les sables bitumineux canadiens faisant face à une concurrence du point de vue de l'approvisionnement du fait du rapide essor de la production pétrolière et gazière aux États-Unis et des énergies renouvelables ainsi que du point de vue de la demande du fait de la diminution de l'utilisation des combustibles fossiles.

S'agissant du capital produit, l'éventail des actifs du Canada s'est largement déplacé vers deux actifs : le logement et les infrastructures d'extraction du pétrole et du gaz. La part combinée du logement et des infrastructures d'extraction du pétrole et du gaz dans le capital produit à l'échelle de l'économie est passée de 45 % à 60 %. Comme susmentionné, dans le secteur commercial, les infrastructures pétrolières et gazières sont passées de 9 % à 25 % du capital produit. S'il était plus largement rendu compte de la mesure du patrimoine global et qu'il était à la base de plus nombreuses mesures, ce genre de concentration d'actifs et les risques qu'elle pose seraient plus visibles pour le public et les décideurs.

Économies des ménages et prêts Avant 1997, le secteur des ménages canadiens économisait régulièrement assez pour pouvoir prêter à d'autres parties de l'économie. Depuis lors ce secteur a régulièrement dépensé plus de l'intégralité de ses revenus disponibles, laissant aux non-résidents le soin de prêter la majorité des fonds dont le Canada a besoin. Des emprunts excessifs contractés auprès de prêteurs étrangers détériorent la situation du Canada s'agissant du capital financier et font diminuer le patrimoine global, toutes choses étant égales par ailleurs.

Alors même que le secteur des ménages réduisait son taux d'économies, il changeait aussi ses objectifs de placement, plaçant un plus grand nombre de ses œufs dans le panier de l'immobilier et un moins grand nombre dans celui des actifs financiers tels que les actions et les obligations. Non seulement cela a-t-il réduit les liquidités des ménages, ce qui cause désormais des inquiétudes étant donné la hausse des taux d'intérêts, mais cela a privé de placement des actifs relativement plus productifs comme les fonds propres des entreprises.

D'un point de vue général, la viabilité du bien-être à long terme aurait de meilleures chances si les ménages étaient moins endettés et détenaient des portefeuilles d'actifs plus équilibrés. Là encore, des comptes rendus réguliers concernant la mesure du patrimoine global aideraient à attirer l'attention sur ces tendances et ce qu'elles impliquent.

Capital social On pourrait soutenir que le capital social est l'élément du portefeuille de patrimoine global le plus complexe et le moins bien compris. De nos jours, il fait lui aussi face à un vaste éventail de pressions alors que les concepts traditionnels de famille, de communauté et d'esprit de nation sont remis en question et réinventés à



la lumière du flux instantané de renseignements et d'idées qui caractérise l'ère de l'information. La nécessité de mesurer le capital social n'a jamais été aussi pressante. Alors que Statistique Canada mesure déjà certains de ses éléments, les données sont rarement publiées et sont incomplètes.

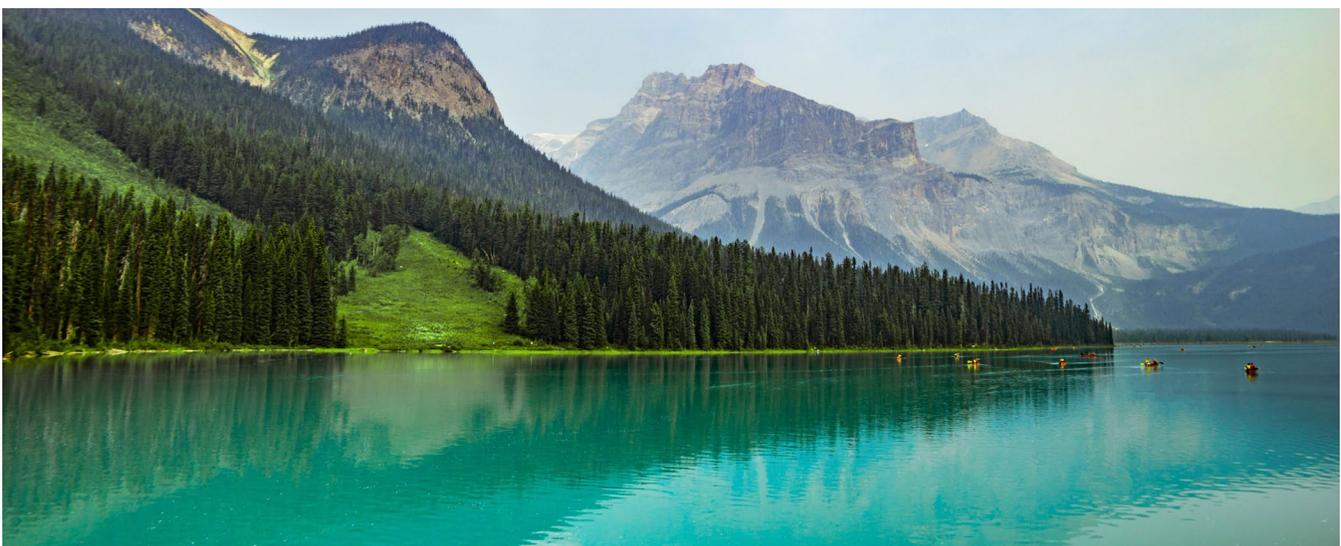
Le Canada a la chance de posséder certains des chercheurs spécialisés en capital social les plus respectés au monde. Ces experts réalisent d'importants progrès vers la définition et la mesure du capital social et vers la compréhension de son rôle en tant que forme de patrimoine. Un engagement envers une mesure régulière du patrimoine global donnerait à leurs travaux l'attention et le soutien qu'ils méritent.

Une chance, pour le Canada, de devenir chef de file

Naturellement, la simple publication d'estimations du patrimoine global serait totalement inutile pour garantir la viabilité du bien-être de la population canadienne. Il faudrait utiliser la mesure pour éclairer les prises de décisions, à l'instar de l'utilisation contemporaine de celle du PIB et d'autres indicateurs. Avec une mesure du patrimoine global en place, les décideurs auraient un point de vue plus équilibré sur les progrès. La croissance du revenu à court terme ne serait plus le point de mire par défaut. Elle serait complétée par un autre, tout aussi important, axé sur la base des actifs qui sous-tendent le bien-être des Canadiens et des Canadiennes.

Heureusement, le Canada est mieux placé que tout autre pays pour faire preuve de leadership quant à la mesure du patrimoine global. Statistique Canada, déjà une organisation de calibre mondial, mesure un plus grand nombre de composantes du patrimoine global que toute autre entité vouée aux statistiques. Ses mesures du capital produit et du capital financier sont déjà excellentes. Les mesures saines, à défaut d'exhaustives, du capital naturel pourraient facilement être étouffées. Sa mesure expérimentale du capital humain pourrait elle aussi facilement devenir la mesure officielle. De nombreux éléments du capital social sont recueillis au moyen de ses divers sondages auprès des ménages et pourraient être regroupés pour produire des statistiques plus cohérentes.

Nous pensons que le gouvernement fédéral devrait accorder un financement à Statistique Canada pour la réalisation des modifications nécessaires de ses programmes et le lancement de comptes rendus réguliers sur le patrimoine global, tout comme il l'a fait par le passé pour le PIB. Cela exigerait un relativement modeste investissement de la part du gouvernement; un investissement qui rapporterait des dividendes majeurs pour la nation. Cela aiderait la population à mieux comprendre ses perspectives d'avenir et fournirait de meilleurs outils aux dirigeants qui pourraient ainsi prendre des décisions plus équilibrées. Sans oublier, et c'est tout aussi important, que cela placerait le Canada à l'avant-garde des pays qui répondent à l'appel du G7 d'aller au-delà du PIB et de mesurer ce qui importe à long terme pour la prospérité et le bien-être.



Annexe - envisager le projet du Cercle de feu de l'Ontario sous l'angle du patrimoine global

Afin d'illustrer la façon dont la mesure du patrimoine global pourrait améliorer la prise de décision, nous l'utilisons pour examiner la proposition de projet d'exploitation du gisement de chromite de l'Ontario appelé Cercle de feu.

Le projet Cercle de feu fait l'objet de discussions depuis au moins dix ans, mais demeure à l'étape de la planification, aucun travail important hormis l'exploration n'ayant été entrepris jusqu'à maintenant. Le projet consisterait en l'extraction et la fonte de minerai de chromite au cœur des basses terres de la baie James, en Ontario. Un certain nombre de communautés autochtones se trouvent dans cette région qui est demeurée largement vierge à ce jour. Bien que les investissements connexes au projet auraient des répercussions importantes sur la croissance économique à court terme, le projet comporte des risques de perturbation écologique et sociale à plus long terme.

Dans le tableau ci-dessous, nous présentons une évaluation très simplifiée du projet Cercle de feu envisagé sous l'angle du patrimoine global. Il faut souligner que la nôtre n'a pas pour objectif d'être considérée comme un effort sérieux pour évaluer le projet, mais bien plutôt de donner un exemple du genre d'évaluation qui serait effectuée du point de vue du patrimoine global. Nous n'avons fourni que des évaluations qualitatives. Dans une réelle évaluation, elles seraient remplacées par de solides évaluations quantitatives. Ainsi, au lieu de simplement déclarer que le capital produit pourrait « probablement augmenter », une évaluation réelle fournirait un chiffre en dollars pour ce montant d'augmentation. De tels chiffres seraient fournis pour chacune des années de la durée de vie du projet dont on s'attend à qu'elle excède 30 ans.

Soulignant de nouveau que notre évaluation est proposée à titre d'illustration seulement, il importe de noter que, du point de vue du patrimoine, le projet pourrait bien ne pas récolter les lauriers escomptés. Alors que nous pensons qu'il augmentera probablement la taille des actifs non essentiels, ses répercussions sur le capital social causent des préoccupations. Ses incidences sur le capital social des communautés autochtones en particulier pourraient être négatives si les modalités du projet sont négociées sans sérieusement tenir compte de leurs inquiétudes.

S'agissant des actifs essentiels⁶, le projet conduit inévitablement à la perte de nature vierge et à l'ouverture de cette nature aux effets cumulatifs d'un développement possible futur. Bien que le cadre ne puisse pas totalement régler la compensation entre les actifs essentiels et les autres (cela pourrait être susceptible uniquement d'un règlement d'ordre politique), à tout le moins il met en lumière l'existence même du conflit.

S'agissant de la diversification et de la répartition des actifs, le projet pourrait n'avoir que très peu à offrir. Il n'aiderait en rien à diversifier l'économie canadienne qui s'appuie déjà lourdement sur le secteur extractif. Il pourrait améliorer la répartition de certains actifs, augmentant la part qu'en possède l'Ontario septentrional relativement peu développé, mais cela dépend largement de la réponse à la question de savoir si le projet améliorera le capital social ou s'il lui nuira. Eu égard aux récents résultats du Canada en la matière, la question de savoir si l'on peut assumer que le projet Cercle de feu sera positif de ce point de vue demeure en suspens.

⁶ Les actifs essentiels sont ceux, tels que les écosystèmes, dont les produits et services ne peuvent pas être remplacés par d'autres actifs.

Tableau 3. Évaluation du projet Cercle de feu pour l'exploitation de la chromite envisagé sous l'angle du patrimoine global

	Répercussions sur la taille de l'actif	Répercussions sur la diversification de l'actif	Répercussions sur la répartition de l'actif
Capital produit	<p>Probablement positives – Des investissements considérables seraient requis pour les infrastructures de transport, le matériel et l'équipement d'extraction et de fonte ainsi que pour les bâtiments à vocation résidentielle ou non résidentielle.</p>	<p>Probablement neutres à négatives – Alors que le projet aiderait à diversifier le capital produit canadien actuellement concentré sur l'extraction du pétrole et du gaz, il renforcerait la concentration dans la plus vaste catégorie des industries de l'extraction des ressources.</p>	<p>Répartition sectorielle : probablement neutres – Les trois secteurs (ménages, entreprises et gouvernements) constateraient probablement des augmentations du capital produit. Les entreprises posséderaient plus de matériel d'extraction et de fonte, les gouvernements posséderaient plus d'infrastructures de transport et les ménages posséderaient plus de bâtiments à vocation résidentielle. L'effet net serait probablement une absence de changement important de la répartition globale du capital produit.</p> <p>Répartition régionale : probablement neutres à négatives – Le projet améliorerait la répartition régionale du capital produit en Ontario, mais nuirait à celle du capital produit à l'échelle nationale puisque l'Ontario possède déjà des avoirs considérables par rapport ceux de la plupart des autres provinces.</p>
Capital naturel	<p>Capital naturel commercialisable : positives – L'exploitation du gisement ajouterait un nouvel actif minéral au portefeuille de capital naturel du Canada.</p> <p>Capital naturel non commercialisable : négatives – L'exploitation du gisement perturberait la forêt boréale vierge, avec une perte des produits et services écologiques connexes.</p>	<p>Capital naturel commercialisable : positives – Le projet aiderait à diversifier le portefeuille de capital naturel commercialisable du Canada actuellement concentré sur le pétrole, le gaz et la potasse.</p> <p>Capital naturel non commercialisable : négatives – Le projet diminuerait la diversité écologique de l'Ontario septentrional.</p>	<p>Capital naturel commercialisable :</p> <p>Répartition sectorielle : probablement positives – Assumant que le gouvernement de l'Ontario percevrait des redevances raisonnables, la valeur des actifs naturels commercialisables possédés par le secteur gouvernemental augmenterait.</p> <p>Répartition régionale : probablement positives – Le projet améliorerait la répartition régionale des actifs naturels commercialisables, rééquilibrant le patrimoine entre les provinces riches en pétrole et l'Ontario.</p> <p>Capital naturel non commercialisable : négatives – Le projet augmenterait la part d'écosystèmes perturbés dans l'Ontario septentrional, une région qui demeure largement vierge de nos jours.</p>
Capital humain	<p>Probablement positives – Le projet offrirait des emplois dans une région où ils sont rares, réduisant probablement le taux de chômage.</p>	<p>Probablement neutres à négatives – Le projet augmenterait la portion du capital humain vouée à l'extraction des ressources, qui est déjà un secteur majeur pour l'emploi au Canada.</p>	<p>Probablement neutres à positive – À l'échelle nationale, le projet augmenterait le capital humain de l'Ontario qui est déjà relativement élevé par rapport à celui d'autres provinces. En Ontario, il se traduirait par un glissement du capital humain vers le nord où il est faible par rapport à celui d'autres régions de la province.</p>

Tableau 3. Évaluation du projet Cercle de feu pour l'exploitation de la chromite envisagé sous l'angle du patrimoine global

	Répercussions sur la taille de l'actif	Répercussions sur la diversification de l'actif	Répercussions sur la répartition de l'actif
Capital financier	Probablement négatives à neutres – Le projet exigerait un financement gouvernemental considérable pour construire les infrastructures qui seraient probablement financées par des emprunts étrangers. L'investissement du secteur des affaires pourrait être financé au plan national à partir des liquidités des entreprises et de l'émission de titres de créance.	Probablement neutres à positives – Le projet donnerait l'occasion aux entreprises canadiennes d'investir une partie de leurs liquidités pour acheter les créances nécessaires pour le financer. Il offrirait en outre l'occasion tant aux ménages qu'aux grands investisseurs (régimes de retraite, etc.) d'investir dans un nouveau projet canadien.	Probablement neutres – Le projet pourrait augmenter la portion du capital financier détenu par les entreprises et par les résidents de l'Ontario, qui est déjà élevée par rapport à celle d'autres provinces. Il pourrait améliorer la répartition des actifs financiers en Ontario, déplaçant les avoir un peu plus vers le Nord.
Capital social	Difficiles à prédire – Les répercussions dépendent de la progression du projet. Des consultations sérieuses avec les Peuples autochtones pourraient avoir des issues positives pour ces communautés. Les personnes, autochtones ou non, qui s'opposent par principe à l'exploitation des ressources seront probablement mécontentes si le projet va de l'avant. La population canadienne dans son ensemble pourrait elle aussi ne pas être satisfaite si le projet va de l'avant mais pas sans heurts (p. ex., retards causés par des manifestations, légitimes ou non).	Probablement neutres – Le projet pourrait améliorer la participation civique et la confiance ou les normes communautaires ou leur nuire. Par conséquent, il est peu probable que la diversité du capital social changera.	Difficiles à prédire – Si les communautés autochtones appuient majoritairement le projet, il pourrait augmenter le capital social en leur sein. Cependant, le défaut de négociation de bonne foi pourrait nuire au capital social des dites communautés.
Patrimoine global	Actifs non essentiels : probablement positives – Il est probable que dans l'ensemble, la taille des actifs non essentiels augmenterait ou demeurerait la même. Actifs essentiels : probablement négatives – Pertes inévitables de nature vierge. L'ouverture de régions difficiles d'accès par le passé pour faciliter le développement se soldera peut-être par des pertes supplémentaires.	Actifs non essentiels : probablement neutres – La diversité de certains actifs augmenterait alors que celle d'autres actifs diminuerait. Actifs essentiels : probablement négatives – Pertes inévitables de nature vierge. L'ouverture de régions difficiles d'accès par le passé pour faciliter le développement se soldera peut-être par des pertes supplémentaires.	Actifs non essentiels : difficiles à prédire, mais probablement neutres à positives – Les répercussions dépendent très largement de la progression du projet. Si les répercussions sur le capital social s'avèrent positives, la répartition des actifs s'améliorera probablement dans son ensemble. Dans le cas contraire, elle demeurera probablement la même, avec des améliorations de la répartition de certains actifs et la détérioration de celle d'autres actifs. Actifs essentiels : probablement négatives – Pertes inévitables de nature vierge. L'ouverture de régions difficiles d'accès par le passé pour faciliter le développement se soldera peut-être par des pertes supplémentaires.



Stephen Avenue Walk

Stephen Avenue Walk

THE BEST EXCITING HAPPEN



Comprehensive Wealth

© 2018 The International Institute for Sustainable Development
Publié par l'Institut international du développement durable.

Institut international du développement durable

L'Institut international du développement durable (IISD) est un groupe de réflexion indépendant qui défend des solutions durables aux problèmes du XXI^e siècle. Notre mission est de promouvoir le développement humain et la durabilité environnementale. Nous le faisons par le biais de travaux de recherche, d'analyses et d'acquisition de savoirs qui soutiennent l'élaboration de politiques pertinentes. Notre vision globale nous permet d'aborder les causes profondes de certains des plus grands problèmes auxquels notre planète est confrontée aujourd'hui : la destruction de l'environnement, l'exclusion sociale, les lois et les règles économiques injustes, le changement climatique. Le personnel de l'IISD, qui représente plus de 120 personnes, plus de 50 associés et une centaine de consultants, vient du monde entier et de nombreuses disciplines. Notre travail a un impact sur la vie des habitants de près de 100 pays. Avec une démarche autant scientifique que stratégique, l'IIDD apporte les connaissances qui sont nécessaires à l'action.

L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, qui possède le statut 501(c)(3) aux États-Unis. L'IISD bénéficie d'un soutien opérationnel important de la province du Manitoba et de financements de projets provenant de nombreux gouvernements canadiens et étrangers, d'organismes des Nations Unies, de fondations, du secteur privé et de particuliers.

Siège Social

111, avenue Lombard, Bureau 325
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0T4

Tél: +1 (204) 958-7700

Site web: www.iisd.org

Twitter: @IISD_news

